

# Note de Conjoncture du premier trimestre 2019

## VUE D'ENSEMBLE

M A I 2 0 1 9

**Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance économique mondiale à 3,3% en 2019.**

**Raffermissement de 6,0% de l'activité économique interne (hors agriculture)**

**L'emploi salarié moderne s'accroît de 6,1%, en glissement annuel**

**Hausse de 0,5% des prix à la consommation, en rythme annuel**

**Gain de compétitivité -prix évalué à 6,2%, sur un an**

### ***L'économie mondiale devrait ralentir en 2019***

L'économie mondiale devrait ralentir en 2019 du fait de son exposition aux nombreuses incertitudes, notamment les risques sur le commerce mondial nés des mésententes entre les Etats-Unis et la Chine, l'impasse sur le Brexit et le niveau d'endettement élevé dans certains pays. Ainsi, le Fmi table sur 3,3% en 2019, après 3,6% l'année précédente et 3,8% en 2017.

Sur le marché des changes, l'euro s'est respectivement déprécié de 7,6%, 6,0% et 1,3%, en glissement annuel, par rapport au dollar, au yen et à la livre sterling, au premier trimestre 2019.

S'agissant des prix à la consommation, l'inflation annuelle s'est atténuée dans la zone OCDE au premier trimestre 2019, ressortant à 2,1% après 2,7% au quatrième trimestre 2018.

Au titre des produits alimentaires de base, l'indice des prix a reculé de 3% durant le premier trimestre 2019, en rythme annuel, particulièrement tiré par les huiles végétales (-17,9%), le sucre (-5,4%) et la viande (-4,8%).

Concernant le pétrole, sur un an, le prix du baril de Brent s'est replié de 5,5%, au premier trimestre 2019, pour s'établir à 63,3 dollars US.

### ***Croissance de 6,0% de l'activité économique interne (hors agriculture et sylviculture), au premier trimestre 2019***

Au premier trimestre 2019, l'évolution de l'activité économique interne hors agriculture et sylviculture, mesurée par celle l'Indice Général d'Activité (IGA), révèle une contraction de 6,6%, en variation trimestrielle. Par contre, sur une base annuelle, une croissance hors agriculture et sylviculture de 6,0% est notée.

S'agissant de l'emploi, des créations nettes de 6,1%, sur un an, sont enregistrées, à fin mars 2019, simultanément portées par les secteurs secondaire (+5,4%) et tertiaire (+7,0%).

Au chapitre des prix à la consommation, le niveau général s'est replié de 0,6%, au premier trimestre 2019, en variation trimestrielle, en liaison, principalement, avec les «produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (-1,8%). Comparativement à la même période de l'année précédente, les prix à la consommation ont, en revanche, globalement progressé (+0,5%), durant le premier trimestre 2019, consécutivement aux renchérissements respectifs des «produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (+0,5%), de l'enseignement (+2,3%) et de l'hôtellerie - restauration (+0,7%).

En termes de compétitivité-prix, l'économie sénégalaise a enregistré des gains respectifs de 3,0% et 6,2% en variation trimestrielle et en glissement annuel. Ces résultats traduisent les effets conjugués d'une dépréciation du franc CFA par rapport à celles des partenaires commerciaux (-1,4% en variation trimestrielle et -1,7% sur un an) et d'un différentiel d'inflation favorable (-1,6% en rythme trimestriel et -4,5% sur un an).



***Hausse des exportations— Baisse des importations***

***Les dépenses budgétaires ont crû plus vite que les ressources mobilisées***

***Baisse des actifs extérieurs nets (et renforcement de l'encours du crédit intérieur, sur un an***

***Hausse, en rythme annuel, des transferts reçus***

***L'assainissement reste peu accessible aux ménages***

## ***Commerce extérieur : atténuation du déficit commercial***

Au premier trimestre 2019, le déficit commercial du Sénégal s'est atténué de 170,6 milliards, en variation trimestrielle, pour s'établir à 291,3 milliards. Cette situation traduit les effets combinés d'une hausse des exportations (+98,6 milliards) et d'un repli des importations de biens (-81,8 milliards). En conséquence, le taux de couverture des importations par les exportations s'est renforcé de 15,8 points de pourcentage sur la période pour se situer à 65,4%.

## ***Finances publiques : le déficit budgétaire s'est creusé***

Au titre des finances publiques, la gestion budgétaire s'est caractérisée par une progression modeste des ressources budgétaires et un accroissement significatif des dépenses, au premier trimestre 2019. En effet, les ressources mobilisées sont évaluées à 529,6 milliards à fin mars 2019, augmentant de 5,8% en glissement annuel tandis que les dépenses se sont fortement accrues de 57,3% pour atteindre 1014,8 milliards. Ainsi, le solde budgétaire, dons compris, est ressorti en déficit de 485,2 milliards à fin mars 2019 contre un déficit de 144,7 milliards un an auparavant.

## ***Situation monétaire : expansion de la masse monétaire***

Sur un an, la liquidité globale de l'économie est en expansion de 484,4 milliards ou 10,3%, à fin mars 2019. En contrepartie, une baisse des actifs extérieurs nets des institutions de dépôts de 447,2 milliards et un renforcement de 843,3 milliards de l'encours des créances intérieures des institutions de dépôts sont notés.

## ***Transferts rapides d'argent: transferts reçus en progression***

Les transferts rapides d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal sont ressortis à 282 milliards au premier trimestre 2019, augmentant de 8% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette situation est en phase avec l'évolution attendue de l'activité en zone euro (+1,2%), principale origine des transferts rapides d'argent au Sénégal.

En rythme trimestriel, les transferts rapides d'argent reçus ont enregistré une baisse saisonnière de 2,2% entre le dernier trimestre 2018 et le premier trimestre 2019.



## ***Conjoncture sociale : faible accès des ménages à l'assainissement***

Au plan social, l'enquête de perception auprès des ménages montre que l'eau et l'électricité demeurent accessibles pour la majorité des ménages dakarois (plus de 96%) alors que l'assainissement reste une forte préoccupation pour le plupart des foyers dakarois, surtout en banlieue. Concernant la sécurité alimentaire, la plupart des familles enquêtées (86,1%) assurent trois repas par jour contre 11,3% des ménages qui n'en prennent que deux. Par ailleurs, les délestages (31,1% des ménages) et l'inflation (29,8% d'interviewés) constituent les principaux chocs subis par les ménages au premier trimestre 2019. Les pertes d'emploi et l'incapacité du principal soutien sont, pour leurs parts, respectivement évoquées par 0,1% et 1,6% des enquêtés.

